



**PRÉFET
DE LA SAVOIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale des deux Savoie
430, rue Belle Eau
ZI des Landiers Nord
73011 CHAMBÉRY

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/10/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Société YELMINI SAS

Chemin de Carlet
39160 SAINT-AMOUR

Références : 20241030-RAP-InspCarriereYELMINI_Aime-La-Plagne-Vilette-complet
Code AIOT : 0006101497

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée, le 30/10/2024, dans l'établissement YELMINI implanté au lieu-dit « Sainte-Anne » à Vilette sur le territoire de la commune d'Aime-la-Plagne (73210). L'inspection a été annoncée le 24/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection est intervenue dans le cadre du « Plan pluriannuel de contrôle » (PPC) du service d'inspection des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes.

Elle avait pour objet le contrôle de certaines dispositions suite à la délivrance, le 01/12/2023, d'un arrêté préfectoral portant renouvellement de l'autorisation d'exploiter une carrière à ciel ouvert, hors d'eau, de pierres ornementales (marbre).

À cet effet, une inspection documentaire a été réalisée en séance avec l'exploitant, suivie d'une visite de terrain (accès au site, fronts d'exploitation, carreau inférieur, zone de stockage des produits finis, zone de classement/qualification des blocs, zone de concassage des rebus (chutes de blocs)).

À cette occasion, un point a été fait sur les suites données par l'exploitant aux demandes d'actions correctives formulées par le service d'inspection à l'issue de la visite d'inspection technique de novembre 2020.

Le jour de la visite, le site était en activité avec la réalisation d'opérations de sciage et d'extraction de blocs.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- YELMINI SAS
- Lieu-dit « Sainte-Anne » à Vilette 73210 Aime-la-Plagne
- Code AIOT : 0006101497
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Par arrêté préfectoral du 02/02/1993, la société SA YELMINI a été autorisée à exploiter, pour une durée de 30 ans et une production annuelle maximale de 14 000 tonnes, une carrière de pierres ornementales (marbre bleu de Savoie) sise au lieu-dit « Sainte-Anne » à Vilette sur le territoire de la commune d'Aime-la-Plagne.

Ces dispositions réglementaires ont été modifiées par un arrêté préfectoral complémentaire du 28/01/2014 portant renforcement des conditions d'exploiter.

Par arrêté préfectoral n° ICPE-2023-070 du 01/12/2023 portant autorisation pour le renouvellement de l'exploitation de la carrière de « Sainte-Anne », la société SAS YELMINI a été autorisée à poursuivre l'exploitation du site de pour une nouvelle période de 30 ans (remise en état comprise) et une production annuelle maximale inchangée, soit 14 000 tonnes (comprenant 7 000 tonnes de refus valorisés en granulats).

Compte-tenu de l'implantation géographique de la carrière (conditions climatiques), l'extraction du marbre a lieu par campagnes annuelles s'échelonnant généralement d'avril à novembre, voire décembre.

Depuis 2008, les opérations d'extraction sont sous-traitées à des entreprises extérieures.

À ce jour, cette mission est confiée à la société Marbrerie Ariégeoise (implantée en Haute-Garonne) qui affecte le même personnel d'année en année.

Thèmes de l'inspection :

- | | |
|--|--|
| – Garanties financières ; | – Mesures des retombées de poussières ; |
| – Plans d'exploitation / Phasage ; | – Identification des réseaux ; |
| – Bornage du périmètre ICPE ; | – Gestion des eaux pluviales de ruissellement ; |
| – Aménagement des accès routier ; | – Point de rejet des eaux de la carrière ; |
| – Sécurisation des accès au site ; | – Contrôle des niveaux de bruit et d'émergence ; |
| – Information du public ; | – Stabilité des fronts d'abattage. |
| – Communication avec les riverains et les élus | |

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant.

Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;

- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « **Faits sans suite administrative** » ;
- « **Faits avec suites administratives** » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « **Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète** » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Plans	Arrêté Préfectoral du 01/12/2023, article 1.8.2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Bornage	Arrêté Préfectoral du 01/12/2023, article 7.1.1.3	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Aménagement	Arrêté Préfectoral du 01/12/2023, article 1.10.3	Demande d'action corrective	5 mois
5	Sécurité des accès	Arrêté Préfectoral du 01/12/2023, article 1.10.4	Demande d'action corrective	2 mois
6	Information du public	Arrêté Préfectoral du 01/12/2023, article 7.1.1.2	Demande d'action corrective	2 mois
8	Mesures des retombées de poussières	Arrêté Préfectoral du 01/12/2023, article 2.1.4	Demande d'action corrective	8 mois
9	Réseaux	Arrêté Préfectoral du 01/12/2023, article 3.3.2	Demande d'action corrective	4 mois
10	Eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 01/12/2023, article 3.4.2	Demande d'action corrective	5 mois
11	Point de rejet	Arrêté Préfectoral du 01/12/2023, article 3.4.4.1	Demande d'action corrective	5 mois

(1) S'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 01/12/2023, articles 9.2.2 et 9.2.3	Sans objet
7	Communication	Arrêté Préfectoral du 01/12/2023, article 1.10.6	Sans objet
12	Bruit	Arrêté Préfectoral du 01/12/2023, article 5.2.1	Sans objet
13	Stabilité des fronts d'abatage	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite d'inspection a montré que, si certaines actions ont été conduites par l'exploitant dans le prolongement de la réouverture du site, intervenue en avril 2024 suite à la délivrance de l'arrêté préfectoral renouvelant l'autorisation d'exploiter, un certain nombre d'actions nécessitent d'être finalisées :

- D'ici à la fermeture hivernale du site (bornage du périmètre administratif ICPE du site, renforcement des dispositifs de restriction d'accès au site sur la totalité des secteurs du périmètre du site le nécessitant, mise à jour des informations à destination du public sur les panneaux d'informations implantés sur les voies d'accès au site) ;

- Avant la réouverture annuelle du site au printemps 2025 (obtention d'une permission de voirie et définition conjointe de règles de sécurité et de prévention à mettre en œuvre aux abords immédiats du site, implantation d'une base vie provisoire et formalisation de plans des réseaux du site à jour, mise en œuvre des dispositions techniques visant à abattre la concentration en MES dans les eaux issues de la carrière avant rejet dans le milieu naturel) ;

- Au plus tard à l'été 2025 (campagne de mesures de retombées de poussières atmosphériques).

À noter que l'exploitant a justifié point par point des retards pris dans la bonne exécution de certaines des prescriptions contrôlées le jour de cette visite. Ces justifications ont été jugées recevables par le service d'inspection ICPE.

Au regard de ce qui précède, des demandes d'actions correctives ont cependant été formulées en ce sens dans le présent rapport.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/12/2023 – Articles 9.2.2 et 9.2.3	
Thème(s) : Situation administrative – Établissement des garanties financières	
Prescription contrôlée :	
<p>Article 9.2.2 – Montant des garanties financières</p> <p>Pour prendre en compte l'avancement de l'exploitation, le montant des garanties financières est calculé, pour assurer la remise en état globale du site, avec un pas de cinq ans.</p> <p>L'arrêté du 9 février 2004 modifié définit les modalités de calcul des garanties financières en fonction du type d'exploitation mise en œuvre.</p> <p>La carrière Sainte-Anne entre dans la catégorie définie au cas 2 : « Carrières en fosses ».</p> <p>Le montant de références des garanties financières (C_R) permettant d'assurer la remise en état maximale de la carrière au cours de chacune des 5 périodes quinquennales en mode d'exploitation est :</p>	
Phases	Montant des garanties financières

T0 à T0 + 5 ans	31 683,00 €
T0 + 5 ans à T0 + 10 ans	37 221,00 €
T0 + 10 ans à T0 + 15 ans	38 787,00 €
T0 + 15 ans à T0 + 20 ans	34 068,00 €
T0 + 20 ans à T0 + 25 ans	31 036,00 €
T0 + 25 ans à T0 + 30 ans	28 914,00 €

Les schémas d'exploitation et de remise en état (joints en annexes) présentent les surfaces à exploiter et les modalités de remise en état pendant ces périodes.

Les montants ont été calculés en tenant compte de l'indice TP01 et du taux de TVA suivants :

- index TP01 d'août 2023 : 838,38 (128,30 intégrant un coefficient de raccordement de 6,5345 suite à la modification des bases de calcul de l'indice TP01 par le décret 2014-114 du 7 février 2014 et la circulaire du 16 mai 2014) ;
- TVA = 20 %.

Un acte de cautionnement solidaire est établi conformément au modèle adéquat annexé à l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du code de l'environnement.

La commercialisation des produits finis et la remise en état finale du site sont achevées à la date d'expiration de l'autorisation.

Article 9.2.3 – Établissement des garanties financières

Préalablement aux travaux d'extraction, l'exploitant adresse au Préfet le document attestant la constitution des garanties financières établie dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement.

Constats :

En séance, l'exploitant a présenté un acte de cautionnement solidaire au profit de la société « SAS YELMINI », daté du 15/02/2024 et couvrant la période du 15/02/2024 au 15/02/2029, pour un montant garanti de 31 683 euros.

Ce document, établi préalablement à la reprise effective des activités du site (intervenu en avril 2024) a par ailleurs fait l'objet d'une transmission au préfet.

Le montant maximum garanti est conforme au montant prescrit par l'article 9.2.2 susvisé.

Il a été rappelé à l'exploitant l'obligation de justifier du renouvellement effectif de ses garanties financières dans le délai prescrit par son arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter, à savoir au moins trois mois avant la date d'échéance de l'acte en cours.

Pour finir, l'exploitant a précisé avoir contrôlé la nécessité ou non d'actualiser le montant des garanties financières compte tenu de l'évolution de l'indice TP01.

Pour rappel, lorsqu'il y a une augmentation d'au moins 15 % de l'indice TP01 sur une période inférieure à cinq ans, le montant des garanties financières doit être actualisé dans les six mois suivant l'intervention de cette augmentation (cette actualisation des garanties financières relevant de l'initiative de l'exploitant).

L'absence de nécessité d'une actualisation a été actée en séance.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Plans

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/12/2023 – Article 1.8.2
Thème(s) : Risques chroniques – Superficie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un plan d'échelle adaptée à la superficie est établi par l'exploitant. Sur ce plan sont reportés les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">– les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;– les voies d'accès et chemins menant à la carrière ;– les bords de la fouille ;– les courbes de niveau ;– les cotes d'altitude des points significatifs (niveau du fond de fouille...) ;– les dates des levés topographiques ;– les zones défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état ;– l'emprise des infrastructures (installations de captage et de traitement de l'eau, voies d'accès, ouvrages et équipements connexes...), des stocks de matériaux et des terres de découvertes ;– la dénomination des parcelles cadastrales concernées ;– l'emplacement exact du bornage ;– la position des dispositifs de clôture et autres dispositifs d'interdiction de l'accès aux zones dangereuses ;– les zones de stockage des déchets d'extraction (déchets inertes et terres non polluées générés par l'activité extractive (résidus, stériles, morts-terrains et couche arable)). <p>Ce plan est réalisé par un géomètre, notamment pour vérifier l'état d'avancement des travaux de remise en état.</p> <p>L'exploitant veille à ce que figure sur ce plan au moins une représentation de vue en coupe (profils réalisés dans la direction de la plus grande pente), avec des échelles horizontales et verticales égales, visant notamment à appréhender les pentes de stabilité naturelle des fronts d'exploitation.</p> <p>Ces plans (et annexes) sont mis à jour au moins une fois par an et copie en est adressée à la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (Unité Interdépartementale des deux Savoie).</p> <p>Un exemplaire est conservé sur l'emprise de la carrière et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>En séance, l'exploitant a présenté un plan d'exploitation/cubature (relevé n° 58) à jour du 05/12/2023.</p> <p>Ce plan présente notamment les différents secteurs de la carrière ayant fait l'objet d'opérations d'extraction de blocs (matérialisation au moyen d'un fond coloré).</p> <p>À noter cependant que le plan présenté ne matérialise pas :</p> <ul style="list-style-type: none">– l'emplacement exact du bornage ;– la position des dispositifs de clôture et autres dispositifs d'interdiction d'accès aux zones dangereuses ;– les zones de stockage des déchets d'extraction (déchets inertes et terres non polluées générés par l'activité extractive (résidus, stériles, morts-terrains et couche arable)). <p>À noter enfin que ce document n'a pas fait l'objet d'une transmission au service d'inspection ICPE (Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement / Unité Interdépartementale des deux Savoie), tel que prescrit.</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'un nouveau relevé topographique sera réalisé par un géomètre à la clôture de la campagne annuelle, en décembre 2024.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra, sous un délai de 3 mois, copie du plan d'exploitation topographique</p>

relatif au relevé de décembre 2024 en format papier A0.
Ce plan devra comporter <u>l'ensemble des attendus réglementaires</u> listés à l'article 1.8.2 susvisé (cf notamment les remarques formulées ci-avant).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Bornage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/12/2023 – Article 7.1.1.3
Thème(s) : Risques chroniques – Bornage
<p>Prescription contrôlée : Préalablement à la mise en exploitation des carrières à ciel ouvert, l'exploitant est tenu de placer : 1° Des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation ; 2° Le cas échéant, des bornes de nivellement. Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.</p>
<p>Constats : En séance, l'exploitant a présenté un plan de bornage non à jour. La campagne réalisée par le géomètre mandaté par l'exploitant en 2024 a en effet mis en lumière une absence de bornes sur le secteur Sud de la carrière. L'exploitant a précisé que trois bornes seront implantées sur ce secteur d'ici à la fin de l'année 2024. À l'issue, un plan de bornage spécifique et à jour, matérialisant l'ensemble des dispositifs présents sur le périmètre administratif de la carrière sera adressé au service d'inspection ICPE.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmettra, sous un délai de 3 mois, copie d'un plan de bornage (en format papier A0) à jour, suite à l'implantation effective des bornes manquantes sur le secteur Sud. Ce plan précisera la nature des dispositifs en place (borne NGF...).</p>
Un rapport photographique présentant l'ensemble des dispositifs est par ailleurs souhaité.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Aménagement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/12/2023 – Article 1.10.3
Thème(s) : Risques chroniques – Accès, voirie publique, circulation interne
<p>Prescription contrôlée : L'utilisation des voies se fait en accord avec leur gestionnaire. L'accès à la voirie publique est aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique. À cet effet, l'exploitant demande une permission de voirie au gestionnaire du réseau routier desservant le site afin de définir conjointement les règles de sécurité et de prévention à mettre en œuvre aux abords immédiats du site (signalisation spécifique, règles de circulation des camions d'export pour entrer et sortir du site...).</p>
Cette demande est formulée sous un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté.
Un exemplaire de ce document est tenu à la disposition du service d'inspection des installations classées sur le site.

<p>Les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas être à l'origine d'envols de poussières ni entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation publiques.</p> <p>À cet effet, une zone permettant, le cas échéant, le nettoyage efficace des roues des véhicules (ou tout autre dispositif technique équivalent) est mise en place avant leur sortie sur la voie publique.</p> <p>La contribution de l'exploitant de la carrière à la remise en état des voiries nationales, départementales et communales reste fixée par le règlement relatif à la voirie nationale.</p> <p>L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur du site. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et par une information appropriée (à minima, affichage du plan de circulation à l'entrée du site).</p>
<p>Constats :</p> <p>Les constats de terrain ont montré que l'accès à la voirie publique n'a pas été aménagé si ce n'est par l'implantation de barrières (de type « Héras ») bardées de rubalise en bordure de la route départementale.</p> <p>La présence d'un panneau de signalisation interdisant de tourner à gauche a également été relevée sur le pilier droit du portail de l'entrée (dans le sens de la sortie du site) sauf qu'une piste interne au site partant sur la gauche est présente à cette intersection si bien qu'il est impossible de savoir si cette interdiction concerne l'accès à cette piste ou bien l'insertion des véhicules sur la route départementale dans le sens Moutiers/Aime en contrebas de la voie d'accès au site.</p> <p>L'exploitant a indiqué avoir entamé des démarches auprès du gestionnaire du réseau routier (DIRCE) en juin 2024 afin d'obtenir une permission de voirie et définir conjointement les règles de sécurité et de prévention à mettre en œuvre aux abords immédiats du site. A titre de justification, copie des mails d'échange ont été présentés en séance (relance exploitant faite également en août 2024 et enfin le 07/10/2024). Pour finir, l'exploitant a précisé qu'un personnel d'astreinte DIRCE était passé sur le site de la carrière dans le courant de l'été 2024.</p> <p>Malgré cela, aucune suite n'a été donnée à ce jour par la DIRCE à la sollicitation de l'exploitant.</p> <p>Par ailleurs, le jour de la visite, il a été relevé la présence d'importants dépôts de boue sur la voie d'accès interne au site. De fait, la présence de dépôts de boue/poussières a également été relevée sur la voie d'accès extérieure à la carrière, sur l'aire de chargement des blocs située, hors du site, en bordure de la route départementale ainsi que (dans une moindre mesure) sur la voie d'insertion des véhicules sur la route départementale (sens Aime/Moutiers).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant finalisera, sous un délai de 5 mois (compte tenu de la fermeture du site en décembre), les démarches administratives visant à l'obtention d'une permission de voirie et à la définition conjointe de règles de sécurité et de prévention à mettre en œuvre aux abords immédiats du site.</p> <p>Par ailleurs, au regard de ce qui précède, l'exploitant est invité à réfléchir à l'implantation sur site d'une zone permettant le nettoyage efficace des roues des véhicules/engins (ou tout autre dispositif technique équivalent) avant leur sortie sur les voies de circulation extérieures au site.</p> <p>Dans l'attente, des dispositions matérielles et organisationnelles doivent être mises en œuvre par l'exploitant afin de réduire les dépôts de boue/poussières sur les voiries situées aux abords immédiats de l'entrée du site. Le cas échéant, ces mesures feront l'objet d'une note technique/consigne dont un exemplaire sera adressé au service d'inspection ICPE.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 5 mois

N° 5 : Sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/12/2023 – Article 1.10.4
Thème(s) : Risques chroniques – Sécurité du public

Prescription contrôlée :

Durant les heures d'activité, l'accès au site en exploitation est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit.

Une clôture (ou tout autre dispositif équivalent) solide et efficace, entretenue pendant toute la durée de l'autorisation est installée sur la totalité du périmètre du site. Des panneaux « chantier interdit au public » sont apposés sur cette clôture et sur les voies d'accès.

À l'intérieur du périmètre d'exploitation, l'accès de toute zone dangereuse est interdit par une clôture efficace (ou tout autre dispositif équivalent). Le danger, présenté notamment par la proximité de front est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur la ou les pistes d'accès aux abords des travaux, et d'autre part, à proximité des zones clôturées.

En dehors de la présence de personnel, les installations sont neutralisées et leur accessibilité interdite.

En cas de gardiennage des installations, l'exploitant établit une consigne sur la nature et la fréquence des contrôles que doit assurer le personnel de gardiennage, formé aux risques générés par la carrière et ses installations associées.

Constats :

De constats opérés lors de la visite de terrain, il ressort que, durant les heures d'activité, le contrôle et la surveillance de l'accès au site en exploitation reste perfectible.

En effet, le portail de la voie d'accès principale reste ouvert pendant les heures d'activité et le personnel de la carrière travaille à ce jour majoritairement en contrebas de la carrière (dans la fosse d'extraction). Dès lors, ce dernier n'a pas de visibilité directe sur l'entrée du site (portail), ce qui de fait autorise l'accès au site, notamment piéton, sans la moindre surveillance.

Il a par ailleurs été relevé l'absence, sur le terrain, de panneau de signalisation interdisant l'accès aux pistes (notamment aux piétons) ce qui peut s'avérer dangereux du fait de la circulation de gros engins de chantier.

Par ailleurs, la présence d'une clôture (piquets/grillage) a bien été relevée sur le périmètre du site, aux abords de l'entrée principale. Cependant, comme indiqué à l'exploitant, ce dispositif se révèle bien trop limité du fait d'une hauteur trop faible (tout comme celle du portail principal). Le merlon paysager situé derrière cette clôture ne permet pas non plus de restreindre efficacement l'accès piéton au site. Enfin, la présence de panneaux « chantier interdit au public » apposés sur cette clôture et sur les voies d'accès n'a pas été relevée.

Pour finir, l'accès aux zones dangereuses situées à l'intérieur du périmètre d'exploitation n'est pas interdit par une clôture efficace (ou tout autre dispositif équivalent). De même, le danger, présenté notamment par la proximité de front, n'est à ce jour pas signalé par des pancartes placées, d'une part, sur la ou les pistes d'accès aux abords des travaux, et d'autre part, à proximité des zones clôturées.

En séance, l'exploitant a indiqué prendre la mesure de ces non-conformités et a indiqué par ailleurs réfléchir à déplacer la zone d'implantation du portail principal en pied de pente de la voie d'accès au site pour le printemps 2025 ainsi qu'à remplacer le portail.

Enfin, il a été évoqué en séance la formalisation d'un registre de surveillance des clôtures permettant d'assurer une traçabilité des rondes de contrôles de ces dispositifs ainsi que, le cas échéant, des travaux d'entretien réalisés sur ces ouvrages.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant procédera, **sous un délai de 2 mois** :

- Au renforcement des dispositifs de restriction d'accès au site (clôture ou tout autre dispositif équivalent) sur la totalité des secteurs du périmètre du site le nécessitant (notamment aux abords de la voie d'accès principale) ;
- À l'implantation de panneaux « chantier interdit au public » sur cette clôture ;
- À la mise en place, à l'intérieur du périmètre d'exploitation, d'une clôture efficace (ou tout autre dispositif équivalent) permettant de restreindre l'accès de toute zone dangereuse ainsi qu'à l'implantation de pancartes/panneautages informant du risque encouru sur ces

secteurs.
À l'issue, l'exploitant adressera au service d'inspection des planches photographiques attestant de la mise en œuvre effective des actions correctives formulées ci-avant.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Information du public

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/12/2023 – Article 7.1.1.2
Thème(s) : Situation administrative – Information du public
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès à la carrière des panneaux indiquant en caractères apparents :</p> <ul style="list-style-type: none"> – Son identité (raison sociale et adresse) ; – la référence de l'autorisation ; – l'objet des travaux ; – l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté ; – les jours et heures d'ouverture ; – la mention « interdiction d'accès à toute personne non autorisée » ; – l'interdiction de déposer des déchets inertes provenant de l'extérieur dans l'installation.
<p>Constats :</p> <p>L'examen de l'affichage présent au droit de l'entrée « principale » a montré que l'ensemble des informations réglementaires requises sont présentes sur les panneaux implantés à droite du portail d'accès.</p> <p>Au titre des informations délivrées au public à l'entrée du site, sont par ailleurs précisées le plan de circulation interne (vitesse maximale de 10 km/h), le cheminement piéton autorisé, la localisation du parking voitures/bureaux, les voies de circulation empruntées par les engins et les clients) ainsi qu'un panneau rappelant la conduite à tenir en cas d'accident grave ou mortel et précisant notamment les nom et coordonnées téléphoniques du chef de carrière, des différents services de secours, des médecins locaux (généraliste, ophtalmologiste), de l'inspection du travail et de l'inspection ICPE.</p> <p>À noter que la raison sociale de la société n'a pas été actualisée suite à la délivrance de l'arrêté préfectoral de décembre 2023.</p> <p>Par ailleurs, il a été acté avec l'exploitant que l'affichage, bien que complet, manque de lisibilité.</p> <p>Le risque lié notamment au débouché des engins de chantier (de gros tonnage) par la piste intérieure localisée immédiatement à droite du portail d'accès nécessite d'être explicité.</p> <p>Enfin, la présence d'un nouveau portail métallique (fermé à clé), implanté sur une voie d'accès « haute » de la carrière (située rue de l'église) et comportant un panneau « Propriété privée / Défense d'entrer » a été relevée.</p> <p>Ce second accès (piéton ?) ne comporte cependant pas le panneautage d'information prescrit à l'article 7.1.1.2 susvisé.</p> <p>Enfin, la présence « d'anciens » panneaux d'information en relation avec l'activité historique de la carrière a également été relevée aux abords immédiats de l'entrée principale du site.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant procédera, sous un délai de 2 mois :</p> <ul style="list-style-type: none"> • À la mise à jour des informations réglementaires destinées au public sur l'affichage implanté au droit du portail d'accès de la carrière en tenant compte notamment des remarques formulées ci-avant ; • À l'implantation d'un affichage réglementaire sur la voie d'accès haute de la carrière. La nature de cet accès (piéton/mixte ?) sera également précisé.

Enfin, afin d'améliorer le visuel à l'entrée du site et ne pas diffuser d'informations contradictoires (nom de la société exploitante), il conviendra de procéder au retrait des panneaux « historiques » obsolètes présents aux abords immédiats de l'entrée principale du site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Communication

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/12/2023 – Article 1.10.6
Thème(s) : Risques chroniques – Communication avec les riverains, élus et associations
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans les 6 mois qui suivent le renouvellement des activités, une commission d'information de la carrière, présidée par le maire de la commune d'Aime-la-Plagne et composée de représentants des communes déléguées, des associations locales de protection de l'environnement, de représentants des riverains et de l'exploitant est créée.</p> <p>L'invitation comportant un ordre du jour, sera transmis par le président en exercice à tous les membres, au moins quinze jours avant la commission. Le président pourra, en tant que de besoin, convier toute personne compétente, aux réunions de la commission.</p> <p>Les services de l'État concernés et l'inspection des installations classées pourront être invités en tant que de besoin.</p>
<p>Constats :</p> <p>En séance, l'exploitant a confirmé la tenue prochaine d'une commission d'information de la carrière, présidée par le maire de la commune d'Aime-la-Plagne et composée de représentants des communes déléguées, des associations locales de protection de l'environnement et de représentants des riverains.</p> <p>À ce jour, la date prévisionnelle du 21/11/2024 a été arrêté. S'agissant de la première commission suite à la délivrance de l'arrêté préfectoral portant renouvellement de l'autorisation d'exploiter, le service d'inspection ICPE a confirmé sa présence. Pour autant, aucune invitation n'étant encore parvenue, l'exploitant s'est engagé à relancer sans délai la mairie.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Mesures des retombées de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/12/2023 – Article 2.1.4
Thème(s) : Risques chroniques – Mesures des retombées de poussières
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant assure un suivi des retombées atmosphériques de poussières totales (solubles et insolubles) par la mise en place d'un réseau de surveillance.</p> <p>Les campagnes de mesure sont réalisées par un organisme indépendant en accord avec l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, sur la période août/septembre et pendant une période où les émissions du site sont les plus importantes au regard de l'activité du site et des conditions météorologiques.</p> <p>Les appareils de mesure sont judicieusement installés en périphérie de la carrière en fonction des vents dominants et de la localisation des riverains.</p> <p>À cet effet, le réseau de surveillance est composé de six points de mesures dont deux au moins sont situés en zone urbanisée, coté hameau de Villette, au Nord du site de la carrière.</p> <p>De même, un emplacement positionné en dehors de la zone de l'impact du site et permettant de déterminer le niveau d'empoussièrement ambiant (« bruit de fond ») est inclus au plan de surveillance.</p>

Ce suivi est réalisé par la méthode des jauges de collecte des retombées suivant la norme NF EN 43-014 (version novembre 2003) ou, en cas de difficultés, par la méthode des plaquettes de dépôt suivant la norme NF X 43-007 (version décembre 2008).

La durée de chaque campagne est de trente jours minimum.

Le nombre d'emplacements de mesure et les conditions dans lesquelles les systèmes de prélèvement sont installés et exploités sont décrits dans une notice disponible sur site.

Fréquence :

Une première campagne de mesures est réalisée durant la première année suivant la notification de l'arrêté préfectoral d'autorisation puis tous les trois ans.

Révision des modalités de surveillance :

En fonction des résultats obtenus et sur la base d'un historique d'au moins trois campagnes, la fréquence des campagnes ainsi que le nombre de points de mesures pourront être réduits, à la demande de l'exploitant et après accord explicite du service d'inspection des installations classées.

De même, la fréquence ainsi que le nombre de points de mesures prescrits pourront être augmentés selon les résultats obtenus ou en cas de plainte/signalement reçu par le service d'inspection des installations classées.

Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais.

Les résultats des mesures (rapports de synthèse) et le plan de localisation des points de mesures sont consignés sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

Un plan précisant l'emplacement des jauges de collecte des retombées est joint en annexe 4 du présent arrêté.

Constats :

L'exploitant a indiqué ne pas avoir encore été en capacité de faire réaliser la première campagne de mesures de retombées de poussières atmosphériques du fait de la conjugaison de plusieurs facteurs (manque de disponibilité du bureau d'étude Alpes Contrôle par temps sec, conditions météorologiques défavorables en phase d'exploitation (pluies) et enfin fermeture du site pendant 3 semaines en août (congé de l'entreprise sous-traitante)).

De plus, l'annexe 4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation prévoit l'implantation d'un point de mesure sur la propriété privée située sur la partie haute de la falaise bordant le site au Sud-Ouest. Or, un changement de propriétaire a complexifié les démarches administratives pour l'obtention de l'autorisation d'implanter une jauge de mesure sur ce secteur.

En séance, l'exploitant a cependant confirmé avoir finalisé toutes les démarches amont et a présenté un devis signé pour la réalisation d'une première campagne de mesures en mai/juin 2025 (en fonction des conditions météorologiques du moment).

À noter qu'à ce jour, aucune plainte pour nuisance n'a été reçue par le service d'inspection ICPE. Par ailleurs, le jour de la visite, les rémissions de poussières étaient minimales (découpe de bloc au fil diamant réalisée sous eau).

Du fait de l'absence de résultat de la première campagne de mesures de retombées de poussières, l'exploitant a indiqué ne pas avoir lancé à ce stade d'étude concernant la faisabilité technico-économique de l'implantation d'un dispositif de brumisation visant à compléter/renforcer les mesures de lutte contre les envols de poussières aux abords des habitations riveraines.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant justifiera, **sous un délai de 8 mois**, de la réalisation effective d'une première campagne de mesures de retombées de poussières atmosphériques sur la base du réseau de surveillance prescrit à l'annexe 4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation de décembre 2024.

Un rapport de synthèse présentant les résultats de cette campagne de mesures sera adressé au service d'inspection ICPE **sous un délai de 15 jours après réception** des résultats par l'exploitant.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 8 mois

N° 9 : Réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/12/2023 – Article 3.3.2
Thème(s) : Risques chroniques – Plan des réseaux
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des écoulements des eaux sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
Constats : À ce jour, l'exploitant n'a pas formalisé de plans de tous les réseaux ainsi que des écoulements des eaux du site. L'exploitant a indiqué avoir procédé en vain, à des recherches administratives auprès du gestionnaire des réseaux de la commune et des prospections de terrain afin de retrouver l'historique et la présence physique des réseaux de traitement des eaux usées du site (sanitaires). Dès lors, il a été décidé la suppression des locaux sanitaires existants (et la condamnation du/des point(s) de rejet associé(s)) ainsi que l'implantation, à l'horizon avril/mai 2025, en partie Nord du site (sur un secteur situé à l'Ouest de l'entrée, en bordure du site) d'une base vie temporaire reliée au réseau d'eau potable de la commune (AEP) et composée de deux « Algeco »/sanitaires (chacun équipé d'une cuve de collecte des eaux usées de 3500 litres unitaire) et d'un « Algeco » dédié aux vestiaires/coin repas.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant adressera au préfet, sous un délai de 4 mois , un dossier de « Porter à connaissance » de la modification des conditions d'exploitation envisagée, avant sa réalisation, en application du point II de l'article R. 181-46 du code de l'environnement. Ce dossier comportera par ailleurs <u>les plans à jour de tous les réseaux ainsi que des écoulements des eaux</u> du site, conformément à l'article 3.3.2 susvisé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 4 mois

N° 10 : Eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/12/2023 – Article 3.4.2
Thème(s) : Risques chroniques – Eaux pluviales de ruissellement
Prescription contrôlée : Les eaux pluviales non polluées (EPnp) qui s'écoulent sur l'emprise du site de la carrière et qui ne peuvent pas s'infiltrer naturellement dans les sols, de même que les eaux provenant de l'arrosage des pistes par temps sec, sont collectés gravitairement en direction du point bas de la carrière (carreau inférieur) afin d'être collectées dans un bassin de décantation dont l'altitude évoluera de 651 m NGF jusqu'à atteindre 638 m NGF en phase 5 (2047-2052), au fur et à mesure de l'approfondissement de la fosse d'extraction. À cet effet, dans les 6 mois suivant la notification de l'arrêté préfectoral d'autorisation à l'exploitant, une tranchée équipée d'une grille (de type « passage canadien ») sera implantée en pied de pente de la voie d'accès au site, en bordure du portail coté emprise du site ICPE, afin de collecter les eaux pluviales ruisselant sur ce secteur et de les diriger vers le carreau inférieur de la carrière (point bas). Ces eaux sont ensuite pompées afin de subir un traitement additionnel par décantation dans deux autres bassins (altitude 654 m NGF et 658 m NGF) avant d'être dirigées vers la cuve tampon du circuit d'« eau industrielle » du site (circuit « semi-fermé » – cf article 3.4.2). Ces bassins sont dimensionnés et aménagés de sorte de limiter l'entraînement de matières minérales et polluantes en dehors du site.

<p>Le volume unitaire de chacun des trois bassins est de 27 m³ (3 × 3 × 3). Ces ouvrages de traitement feront l'objet d'un curage dès que leur niveau de remplissage atteint 30 %.</p> <p>Une consigne d'entretien, prévoyant la traçabilité des opérations de maintenance de l'ensemble des dispositifs de traitement des eaux superficielles est formalisée par l'exploitant et tenue à la disposition du service d'inspection des installations classées.</p> <p>La circulation des engins ne pollue pas les eaux collectées.</p> <p>L'utilisation et le recyclage des eaux pluviales non polluées (EPnp) sont à privilégier dans les procédés d'exploitation, de nettoyage des installations, d'arrosage des pistes, etc. pour limiter et réduire le plus possible la consommation d'eau.</p>
<p>Constats :</p> <p>À ce jour, les eaux pluviales non polluées qui s'écoulent sur l'emprise du site s'infiltrant sur les secteurs perméables.</p> <p>Les eaux ruisselant sur les secteurs imperméables sont collectés gravitairement en direction du point bas de la carrière (carreau inférieur) afin d'être collectées dans un bassin de décantation excepté au droit de la voie d'accès au site. En effet, les constats de terrain ont montré l'absence de dispositif de collecte (tranchée équipée d'une grille de type « passage canadien ») implanté sur la voirie en bordure du portail de la voie d'accès, coté emprise du site ICPE.</p> <p>L'exploitant a attesté de la réalisation d'une tranchée provisoire reliée à un petit bassin de collecte/décantation afin de capter « au mieux » ces eaux de ruissellement.</p> <p>Le jour de la visite, cette tranchée était partiellement comblée du fait de la nature boueuse de la piste interne (non imperméabilisée) combinée à la circulation des engins de chantier sur ce secteur.</p> <p>L'exploitant a par ailleurs indiqué avoir été confronté à un défi technique du fait du remplacement « ex abrupto » (décision prise par les actionnaires) du parc des engins mécaniques œuvrant sur le site avec l'arrivée d'une pelle mécanique d'un poids à vide de l'ordre de 65 tonnes (et d'une capacité de charge de 30 tonnes). Dès lors, le dispositif technique initialement prévu s'est révélé sous dimensionné au regard de la masse à supporter.</p> <p>Une nouvelle demande a été lancée par l'exploitant compte tenu de cette nouvelle contrainte technique. L'exploitant s'est engagé en séance à finaliser l'implantation d'un ouvrage répondant aux attendus réglementaires avant la réouverture du site, au printemps 2025.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant justifiera, sous un délai de 5 mois, de l'implantation effective d'un dispositif de collecte des eaux pluviales ruisselant sur la voirie située en bordure du portail, coté emprise du site ICPE et ce afin de diriger ces écoulements vers le carreau inférieur de la carrière (point bas).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 5 mois</p>

N° 11 : Point de rejet

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/12/2023 – Article 3.4.4.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques – Point de rejet dans le milieu extérieur</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exutoire des eaux issues de la carrière dans le milieu naturel est autorisé au droit d'un unique point de rejet localisé en aval du site (regard/avaloir situé en bordure de la RN 90) et géoréférencé (en Lambert II) : (X = 1982234.437 – Y = 4267040.187 – Z = 663.81)</p> <p>Cette ligne de rejet est équipée d'un canal de mesure du débit et d'un dispositif de prélèvement.</p> <p>L'accès au point de mesure et de prélèvement sur l'ouvrage de rejet est aménagé, notamment pour permettre l'amenée des matériels de prélèvement.</p> <p>L'exploitant dispose d'équipements (sac de sable ou système by-pass, etc.) permettant d'obturer temporairement les exutoires en cas de pollution accidentelle provenant d'activités de la carrière.</p> <p>Les eaux canalisées rejetées dans le milieu naturel respectent les prescriptions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> – Le pH est compris entre 5,5 et 8,5 ;

- La température est inférieure à 30 °C ;
- Les matières en suspension totales (MEST) ont une concentration inférieure à 35 mg/l (norme NF T 90 105) ;
- La demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (D.C.O.) a une concentration inférieure à 125 mg/l (norme NF T 90 101) ;
- Les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 10 mg/l (norme NF T 90 114).

La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange, ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l.

Ces mesures sont effectuées selon une fréquence annuelle.

Aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.

Les résultats des mesures (rapports de synthèse et d'analyse des résultats de mesures) ainsi que le plan de localisation du point de prélèvement sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

Constats :

Le site dispose d'un unique point de rejet des eaux issues de la carrière dans le milieu naturel (localisé en aval du site).

Compte tenu de sa localisation (regard/avaloir situé en bordure de la RN 90), le point de prélèvement est situé en amont de la ligne, au droit du trop plein de la citerne tampon.

L'accès au point de mesure et de prélèvement sur l'ouvrage de rejet est aménagé pour permettre notamment l'amenée des matériels de prélèvement.

À noter cependant qu'à ce jour, cette ligne de prélèvement n'est pas équipée d'un canal de mesure du débit et d'un dispositif de prélèvement (simple vanne).

Le rapport du bureau d'étude (cité supra) précise cependant que :

- « Le point de prélèvement a été réalisé en amont de la cuve surplombant la carrière. » ;
- « Deux séries de prélèvements espacées de 30 minutes ont été réalisées à l'aide d'une canne de prélèvement télescopique afin de confectionner un échantillon moyen. ».

La première campagne de prélèvement (post délivrance de l'arrêté préfectoral de renouvellement d'autorisation) est intervenue le 12/04/2024 lors de la vidange de la fosse précédant la reprise d'exploitation annuelle de la carrière.

En séance, l'exploitant a présenté le rapport de synthèse du 30/04/2024 relatif aux résultats de la campagne de mesures réalisée par le bureau d'étude Alpes Contrôle. Les valeurs limites prescrites sont respectées (largement) excepté pour les matières en suspension totales (MEST) dont la concentration mesurée est de 73 mg/l.

L'analyse des causes réalisée par l'exploitant a conduit à la programmation d'un certain nombre d'actions correctives :

- Curage plus minutieux du carreau inférieur (fines) et de la piste d'accès (boues) lors de la fermeture hivernale de la carrière ;
- Remplacement de la pompe de relevage actuelle par une pompe de capacité supérieure afin de limiter les désamorçages et les coups de bélier dans le circuit (qui conduisent à des brassages et à une remise en suspension des dépôts) et permettre de bipasser si nécessaire la rétention n°1 ;
- Modification de l'implantation du point de prélèvement au plus près du point de rejet (trop plein en partie supérieure de la citerne) et non en point bas de cette dernière (qui concentre les MES) ;
- Curage voire bétonnage des parois du bassin de rétention n°1 (le plus haut) qui sont aujourd'hui en terre et peuvent participer artificiellement à l'augmentation de la concentration de MES au point de rejet.

L'exploitant a par ailleurs indiqué que compte tenu des fortes précipitations hivernales, la hauteur d'eau de la fosse de la carrière était à un niveau historiquement haut et avait dès lors contribué au « lessivage » de certains secteurs jusqu'alors hors d'eau.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

La fréquence des mesures étant annuelle, il est demandé à l'exploitant de mettre en œuvre les

mesures correctives envisagées avant la prochaine vidange de la fosse de la carrière au printemps 2025.
Par ailleurs, l'exploitant doit se rapprocher de son bureau d'étude afin d'envisager l'instrumentation de la ligne de prélèvement modifiée (canal de mesure du débit et dispositif de prélèvement) avant la prochaine campagne de mesures. Concernant ce dernier point, l'exploitant fera part au service d'inspection ICPE de toute difficulté rencontrée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 5 mois

N° 12 : Bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/12/2023 – Article 5.2.1
Thème(s) : Risques chroniques – Surveillance des émissions sonores
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place une surveillance des émissions sonores de l'installation permettant d'estimer la valeur de l'émergence générée dans les zones à émergence réglementée et en limite de périmètre autorisé.</p> <p>Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 et les normes réglementaires en vigueur. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.</p> <p>À cet effet, l'exploitant met en place un réseau de surveillance composé de 5 points de mesures dont trois sont implantés en zone à émergence réglementée, coté hameau de Villette, au Nord du site.</p> <p>Un plan précisant l'emplacement des points de mesures de bruit est joint en annexe 4 du présent arrêté.</p> <p>Une mesure « initiale » du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée dans un délai de 6 mois suivant la notification du présent arrêté préfectoral à l'exploitant puis, périodiquement, tous les trois ans.</p> <p>Les campagnes de mesures des émissions sonores sont réalisées dans les conditions les plus défavorables (fonctionnement de la carrière couplé à la mise en œuvre de la pelle mécanique équipée d'un brise-roche hydraulique (BRH)).</p> <p>Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée.</p> <p>En cas de dépassement des valeurs limites, l'exploitant en informe sans délai l'inspection des installations classées, et lui communique, sous un délai d'un mois, la liste des dispositifs appropriés visant à garantir des niveaux d'émissions conformes.</p> <p>Le plan de localisation de ces points de mesure et leur justification sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Les résultats des mesures (rapports de synthèse et d'analyse des résultats de mesures) des cinq dernières campagnes sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>En séance, l'exploitant a présenté un rapport de synthèse produit par le bureau d'étude Alpes contrôles en date du 25/07/2024 et relatif aux résultats de la campagne de mesures de bruit et d'émergence réalisée le 19/07/2024.</p> <p>Le réseau de mesure est conforme à l'annexe 4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du site.</p> <p>On retrouve 3 points de mesures (n° 1, 2 et 3) en limite de propriété (LP) et 3 points de mesures (n° 3, 4 et 53) en Zone à émergence réglementée (ZER), le point n° 3 situé le plus à l'Ouest servant à ces deux types de mesures.</p> <p>Les résultats des mesures sont conformes aux valeurs limites prescrites excepté en ce qui concerne la valeur limite de bruit relevée en limite de propriété au point n° 2 (à savoir 78,5 dB(A)</p>

<p>mesuré pour 70 dB(A) prescrit). Le bureau d'étude explique ce dépassement du fait de la présence, lors de la mesure, d'une activité de concassage de blocs réalisée au moyen d'un Brise Roche Hydraulique (BRH) monté sur une pelle mécanique, l'exploitant ayant souhaité, en toute transparence, mettre le site en configuration la plus défavorable. De plus, ce point de mesure se trouve être implanté en hauteur de la zone de travail et très proche de celle-ci (à moins de 15 m).</p> <p>En l'absence d'habitations riveraines sur ce secteur à ce jour et donc de Zone à émergence réglementée (uniquement une zone boisée surplombant la route départementale) et du fait du caractère temporaire de cette activité sur ce secteur, ce dépassement bien que non réglementaire n'appelle pas d'action corrective.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant est invité à réfléchir à des pistes d'amélioration concernant la limitation du bruit généré par son activité de concassage de blocs.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 13 : Stabilité des fronts d'abatage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994 – Article 11.6</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques – Conduite des exploitations à ciel ouvert</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour les travaux à ciel ouvert, l'exploitant doit définir la hauteur et la pente des gradins du front d'abatage en fonction de la nature et de la stabilité des terrains et de la méthode d'exploitation. Les fronts et tas de déblais ne doivent pas être exploités de manière à créer une instabilité. Ils ne doivent pas comporter de surplombs. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour rappel, l'exploitant avait indiqué avoir mandaté le bureau d'études ARIAS Montagne afin de conduire un diagnostic au droit du massif vis-à-vis de potentielles instabilités présentes sur les anciens fronts de taille de la carrière.</p> <p>Ce diagnostic avait alors conduit à la préconisation d'un certain nombre de travaux de sécurisation qui avaient été réalisés en début d'année 2018.</p> <p>Dans la continuité de ces différentes missions, le cabinet ARIAS Montagne était à nouveau intervenu sur site, le 30/06/2020, afin de réaliser un diagnostic de terrain complémentaire.</p> <p>Dans le prolongement de la visite d'inspection conduite en novembre 2020, le service d'inspection avait invité l'exploitant à lui transmettre le compte rendu de cette visite émis par le bureau d'études ARIAS Montagne.</p> <p>Par courrier en réponse du 17/12/2020, l'exploitant avait adressé copie d'un rapport de synthèse Arias Montagne du 09/07/2020 (Indice A). Ce rapport préconisait alors le traitement d'une écaille rocheuse (d'une hauteur de 22 mètres et d'une largeur de 16 mètres) par un confortement de type clouage ou tirants actifs.</p> <p>À la demande du service d'inspection, l'exploitant a présenté en séance, le jour de la visite, deux rapports relatifs aux travaux de sécurisation de cette paroi rocheuse :</p> <ul style="list-style-type: none"> • <u>Un premier rapport émis par Arias Montagne en date du 16/11/2020 (Indice A) relatif au « Projet pour le confortement de l'écaille » :</u> <p>Ce rapport précisait que suite à la visite de contrôle réalisée par ARIAS Montagne en juin 2020, cette écaille rocheuse avait fait l'objet d'une surveillance topographique par l'entreprise SIXENSE Monitoring au moyen de cibles topographiques suivies par un théodolite automatisé (cibles implantées par la société Arias Montagne). L'installation du système Cyclops avait été réalisée les 29 et 30 juillet 2020 et la dépose le 17/12/2020.</p> <p>Une nouvelle visite (sur cordes) de l'écaille avait été réalisée par ARIAS Montagne le 05/11/2020.</p> <p>Il est précisé dans un rapport SIXENSE Soldata Auvergne-Rhône-Alpes du 22/12/2020, également présenté en séance, que le système de surveillance n'avait pas mis en évidence de mouvement particulier de l'éperon rocheux.</p>

Le rapport Arias Montagne susvisé visait à faire un état du mouvement mesuré à l'aide du dispositif d'instrumentation, à analyser le mode de rupture de la masse rocheuse et enfin à proposer un mode de confortement et à dimensionner ces travaux.

- Un second rapport émis par la société NGE Fondations en date du 30/07/2021 (Indice A) intitulé « Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) concernant les travaux de confortement d'une écaïlle rocheuse » :

Les travaux ont consisté à l'installation d'une barrière grillagée en amont de l'écaïlle à conforter puis au forage et à l'injection des ancrages de confortement. Ces travaux ont été réalisés entre le 01/03/2021 et le 02/04/2021.

Au total, 51 ancrages Ø 40 mm d'une profondeur de 11 ml et 2 ancrages Ø 40 mm d'une profondeur de 3 ml ont été réalisés.

Pour finir, l'exploitant a présenté un compte rendu de réunion de chantier « CR 05 » émis par le bureau Arias Montagne (Assistant MOA) en date du 06 avril 2021. Ce document indiquait alors :

- Le chantier est terminé ;
- La barrière grillagée en tête de paroi est opérationnelle ;
- Tous les ancrages sont forés et scellés ;
- Le chantier a été visité conjointement sur cordes, il ne fait pas l'objet de remarques particulières ;
- Les ouvrages sont validés et sont conformes au rapport de dimensionnement.

L'exploitant a par ailleurs attesté de la réalisation d'une visite de terrain par la société NGE Fondations (2 cordistes) afin de procéder à une purge manuelle de sécurité des ouvrages de protection implantés au-dessus de la paroi rocheuse (facture du 31/07/2024).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit préciser si des mesures de suivi des ouvrages de sécurité implantés sur la paroi rocheuse entre 2017 et 2021 ont été définies conjointement avec le bureau d'étude ARIAS Montagne et le cas échéant, décliner ces mesures au travers d'une note technique qui sera adressée au service d'inspection ICPE.

Type de suites proposées : Sans suite